

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Module de réception des soumissions - TPSGC /
Bid Receiving Unit - PWGSC
50 rue Victoria Street
(Salle de courrier/Mailroom : C114)
Gatineau
Québec
K1A 0C9
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Fibreglass Boat 5.9-7m Bateau en fibre de verre 5.9-7m	
Solicitation No. - N° de l'invitation K2B79-240550/B	Date 2024-02-13
Client Reference No. - N° de référence du client K2B79-240550	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$MC-047-29282	
File No. - N° de dossier 047mc.K2B79-240550	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2024-03-06 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Rhéaume, Martin	Buyer Id - Id de l'acheteur 047mc
Telephone No. - N° de téléphone (111) 111-1111 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: <div>Specified Herein Précisé dans les présentes</div>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Ship Construction, Refit and Related Services/Construction navale, Radoubs et services connexes
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
6C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - 1	6 Bruce Street Mount Pearl, NL A1N 4T3	I - 1	6 Bruce Street Mount Pearl, NL A1N 4T3 arie-andree.dube@ec.gc.ca



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM		Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
						Destination	Plant/Usine		
1	Fibreglass Boat	D - 1	I - 1	1	Each	\$	XXXXXXXXXXXXXX	See Herein – Voir ci-inclus	
2	FY 23-24 Taxes (15%)	D - 1	I - 1	1	Each	\$	XXXXXXXXXXXXXX	See Herein – Voir ci-inclus	



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Module de réception des soumissions - TPSGC /
Bid Receiving Unit - PWGSC
50 rue Victoria Street
(Salle de courrier/Mailroom : C114
Gatineau
Québec
K1A 0C9
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Fibreglass Boat 5.9-7m Bateau en plastique renforcé de verre 5.9-7m	
Solicitation No. - N° de l'invitation K2B79-240550/B	Date 2024-02-13
Client Reference No. - N° de référence du client K2B79-240550	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG	
File No. - N° de dossier 047mc.K2B79-240550	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2024-03-06 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Rhéaume, Martin	Buyer Id - Id de l'acheteur 047mc
Telephone No. - N° de téléphone (111) 111-1111 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: <div>Specified Herein Précisé dans les présentes</div>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Ship Construction, Refit and Related Services/Construction navale, Radoubs et services connexes
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
6C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 RÉÉMISSION D'UNE DEMANDE DE SOUMISSION.....	3
1.2 INTRODUCTION.....	3
1.3 SOMMAIRE	3
1.4 CONTENU CANADIEN.....	3
1.5 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 DIFFICULTÉS TECHNIQUES DE LA TRANSMISSION DES SOUMISSIONS.....	5
2.3 INTÉGRALITÉ DE LA SOUMISSION.....	5
2.4 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	6
2.5 CLAUSES DU GUIDE DES CUA	6
2.6 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.7 LOIS APPLICABLES	7
2.8 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AUX BESOINS PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	7
2.9 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
3.2 SECTION I : SOUMISSION TECHNIQUE	8
3.3 SECTION II : SOUMISSION FINANCIÈRE.....	9
3.4 SECTION III : ATTESTATIONS.....	9
PIÈCE-JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	10
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	11
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	11
4.2 ÉVALUATION TECHNIQUE.....	11
4.3 ÉVALUATION FINANCIÈRE	11
4.4 MÉTHODE DE SÉLECTION - CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	12
5.1 INSTRUCTIONS.....	12
5.2 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	12
5.3 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	12
5.4 MEILLEURE DATE DE LIVRAISON - SOUMISSION.....	13
PIÈCE-JOINTE 2 DE LA PARTIE 5	14
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION.....	14
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	15
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	16
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	16
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	16
7.3 DURÉE DU CONTRAT.....	16
7.4 RESPONSABLES.....	16

N° de l'invitation – Solicitation No. N° de la modif. – Amd. No.

K2BE-240550/B

N° de réf. du client – Client Ref. No.

K2BE-240550

Org

N° du dossier – File No.

Id de l'acheteur – Buyer ID

047MC

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

7.5	PAIEMENT	17
7.6	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	18
7.7	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	18
7.8	LOIS APPLICABLES	19
7.9	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	19
7.10	TITRE DE PROPRIÉTÉ DU NAVIRE.....	19
7.11	RÉUNION PRÉALABLE À LA PRODUCTION APRÈS L'ATTRIBUTION DU CONTRAT	19
7.12	CLAUSES DU GUIDE DES CUA	20
7.13	PAIEMENT DES CARBURANTS, DES HUILES ET DES LUBRIFIANTS	20
7.14	SERVICES DE GÉNIE ET DE SURVEILLANCE SUR LE TERRAIN.....	20
7.15	ACCEPTATION.....	20
7.16	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE - AUCUNE EXIGENCE PARTICULIÈRE	20
7.17	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	20
ANNEXE « A »	22
ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES (ÉBT)		22
ANNEXE « B »	23
BASE DE PAIEMENT		23
ANNEXE « C »	24
ATTESTATION DE L'ENTREPRENEUR		24
ANNEXE "D"	25
CRITÈRES D'EVALUATION OBLIGATOIRES.....		25

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Réémission d'une demande de soumission

- 1.1.1 Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro K2BE-250550/A, datée du 2023-11-22, dont la date de clôture était le 2023-12-20, à 1400.

1.2 Introduction

- 1.2.1 La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- a) Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- b) Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- c) Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- d) Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- e) Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- f) Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- g) Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

- 1.2.2 Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins techniques (EBT), la Base de paiement, le formulaire d'attestation de l'entrepreneur et les critères d'évaluation obligatoire.

1.3 Sommaire

- 1.3.1 Le ministère de l'Environnement et Changement Climatique Canada a besoin d'acheter un (1) Bâtiment en plastique renforcé de fibre de verre (PRFV) de 5.9 à 7 m avec ensemble moteur et remorque conformément à l'Énoncé des besoins techniques (EBT), à l'annexe « A ». Il est demandé que le bateau et remorque soit livré au plus tard le 30 juin 2024. Le bateau, remorque et articles auxiliaires doivent être livrés à Corner Brook, Terre-Neuve conformément à la base de paiement figurant à l'annexe « B ».
- 1.3.2 Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion de la SCP offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.4 Contenu canadien

- 1.4.1 Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits canadiens.

N° de l'invitation – Solicitation No. N° de la modif. – Amd. No.

K2BE-240550/B

Org

Id de l'acheteur – Buyer ID

047MC

N° de réf. du client – Client Ref. No.

N° du dossier – File No.

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

K2BE-240550

1.5 Compte rendu

- 1.5.1 Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- 2.1.1 Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- 2.1.2 Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- 2.1.3 Le document [2003](#), (2023-06-08) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Difficultés techniques de la transmission des soumissions

- 2.2.1 Cette section s'applique malgré toute disposition contraire dans cette invitation à soumissionner ou dans les instructions uniformisées 2003.
- 2.2.2 Lorsqu'un soumissionnaire a commencé à transmettre sa soumission au moyen d'une méthode de soumission par voie électronique (comme le télécopieur, le service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP)) avant la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner, mais qu'en raison de difficultés techniques, le Canada n'a pas été en mesure de recevoir ou de décoder la totalité de la soumission avant la date de clôture, le Canada peut néanmoins accepter la totalité de la soumission reçue après la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner, à condition que le soumissionnaire puisse démontrer ce qui suit :
- a) Le soumissionnaire a communiqué avec le Canada avant la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner pour tenter de résoudre ses difficultés techniques; OU
 - b) Les propriétés électroniques de la documentation de la soumission indiquent clairement que tous les éléments de la soumission ont été préparés avant la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner.

2.3 Intégralité de la soumission

- 2.3.1 Après la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle est complète. L'examen de l'intégralité se limitera à déterminer si les renseignements soumis dans le cadre de la soumission peuvent être consultés, ouverts et/ou décodés. Cet examen ne constitue pas une évaluation du contenu, ne permet pas de déterminer si la soumission répond à une norme quelconque ou à toutes les exigences de l'invitation à soumissionner; il se limite uniquement à évaluer l'intégralité de la soumission. Le Canada donnera au soumissionnaire la possibilité de présenter les renseignements jugés manquants ou incomplets dans le cadre de cet examen dans un délai de deux jours ouvrables suivant l'avis.
- 2.3.2 Plus précisément, la soumission sera examinée et réputée être complète lorsque:
- a) Les attestations et les garanties exigées à la clôture de la soumission y sont incluses;

- b) Les soumissions sont convenablement signées et le soumissionnaire est correctement identifié;
- c) Les modalités de l'invitation à soumissionner et du contrat subséquent sont acceptées;
- d) Tous les documents créés avant la clôture de l'invitation à soumissionner ont été dûment soumis au Canada, mais qu'en raison de difficultés techniques, le Canada n'a pas pu les recevoir;
- e) Toutes les attestations, déclarations et preuves créées avant la clôture de l'invitation à soumissionner ont été dûment soumises au Canada, mais qu'en raison de difficultés techniques, le Canada n'a pas pu les recevoir.

2.4 Présentation des soumissions

- 2.4.1 Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués de la demande de soumissions.
- 2.4.2 Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

- 2.4.3 Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

2.5 Clauses du Guide des CCUA

- 2.5.1 B1000T (2014-06-26) Condition du matériel - soumission

2.6 Demandes de renseignements – en période de soumission

- 2.6.1 Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 7 (sept) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- 2.6.2 Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.7 Lois applicables

- 2.7.1 Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.
- 2.7.2 À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.8 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

- 2.8.1 Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 10 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.9 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- 2.9.1 Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- 2.9.2 Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- a) Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - b) Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- 2.9.3 Les fournisseurs devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

3.1.1 Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion de la SCP a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

3.1.2 La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

- a) Section I : Soumission technique
- b) Section II : Soumission financière
- c) Section III : Attestations
- d) Section IV : Renseignements supplémentaires

3.1.3 Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

3.1.4 Le Canada demande aux soumissionnaires d'utiliser un système de numérotation qui correspond à la demande de soumissions.

3.1.5 Le Canada s'est engagé à atteindre l'objectif carboneutralité de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050 dans le but de positionner le Canada pour réussir dans une économie verte et d'atténuer les impacts des changements climatiques. Par conséquent, les demandes de soumissions subséquentes peuvent inclure les éléments suivants :

a) la demande de soumissions ou les documents contractuels pourraient contenir des critères d'évaluation ou d'autres instructions concernant la mesure et la divulgation des émissions de GES de votre entreprise;

b) on pourrait demander ou exiger que vous participiez à l'une des initiatives suivantes pour présenter une soumission, une offre ou un arrangement ou si le contrat vous est attribué :

- i) le Défi carboneutre du Canada;
- ii) l'Objectif zéro des Nations unies;
- iii) l'initiative Science-Based Targets;
- iv) le Carbon Disclosure Project;
- v) l'Organisation internationale de normalisation;

c) vous pourriez être appelé à fournir d'autres preuves de l'engagement de votre entreprise et des mesures prises en vue d'atteindre les objectifs de carboneutralité d'ici 2050

3.2 Section I : Soumission technique

3.2.1 La soumission technique doit traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

3.2.2 Les critères techniques obligatoires de la soumission sont énumérés à l'annexe « D » Critères d'évaluation obligatoires.

3.3.3 B3000T (2006-09-16), Produits équivalents

3.3 Section II : Soumission financière

3.3.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.3.2 Fluctuation du taux de change

a) C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

3.3.3 Paiement électronique de factures – soumission

a) Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter la pièce-jointe 1 de la partie 3 Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

b) Si la pièce-jointe 1 de la partie 3 Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

c) L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PIÈCE-JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

a) Le Canada demande que les soumissionnaires remplissent l'option 1 ou 2 ci-dessous :

Option 1 : ☐ Les instruments de paiement électronique seront acceptés pour le paiement des factures.

Les instruments de paiement électronique suivants sont acceptés :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;

Option 2 : ☐ Les instruments de paiement électronique ne seront pas acceptés pour le paiement des factures.

Le soumissionnaire n'est pas obligé d'accepter les paiements effectués à l'aide d'instruments de paiement électronique.

b) L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- 4.1.1 Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- 4.1.2 Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- 4.1.3 L'équipe d'évaluation déterminera si deux (2) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien et présentées par deux soumissionnaires ou plus qui ne sont pas affiliés au sens utilisé dans la Loi sur la concurrence, L.R.C. (1985), c. C-34. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront admissibles à l'attribution d'un contrat; sinon, toutes les soumissions reçues le seront. Si, à un moment quelconque du processus d'évaluation, on constate, que ce soit en déterminant l'invalidité des attestations, en déterminant que les soumissions sont irrecevables ou que les soumissions ont été retirées par les soumissionnaires, qu'il n'y a plus deux (2) soumissions recevables ou plus avec une attestation valide, alors toutes les soumissions recevables seront admissibles à l'attribution d'un contrat. Le Canada pourrait effectuer la validation des attestations de contenu canadien à tout moment durant le processus d'évaluation, y compris en même temps que d'autres étapes.

4.2 Évaluation technique

4.2.1 Critères techniques obligatoires

Pour être conforme, la proposition du soumissionnaire doit, à la satisfaction du Canada, répondre à toutes les exigences techniques obligatoires de l'annexe « D », Critères d'évaluation obligatoire.

4.3 Évaluation financière

- 4.3.1 Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables exclues, destination DDP, droits de douane canadiens et taxes d'accise inclus.

4.4 Méthode de sélection - Critères techniques obligatoires

- 4.4.1 Une soumission doit être conforme avec les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

5.1 Instructions

- 5.1.1 Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.
- 5.1.2 Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.
- 5.1.3 L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.2 Attestations exigées avec la soumission

- 5.2.1 Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

a) Attestation du contenu canadien

- i. Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.
- ii. Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.
- iii. Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.
- iv. Le soumissionnaire atteste que :
 - () le ou les produits offerts sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

b) Clause du Guide des CCUA A3050T (2020-07-01) Définition du contenu canadien

c) Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

- i. Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.3 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

- 5.3.1 Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé,

l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

a) Exigences de sécurité – Documentation requise

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

b) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

i. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

ii. Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

iii. Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » pendant la durée du contrat.

iv. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat](#). Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie](#) pour chaque membre de la coentreprise.

b) Représentant de l'entrepreneur

i. Le soumissionnaire est prié de fournir les informations concernant la partie 7 - 7.5.5 Représentant de l'entrepreneur.

5.4 Meilleure date de livraison - soumission

5.4.1 Bien que la livraison soit demandée pour le 30 juin 2024, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est le _____.

5.4.2 La date de livraison ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

PIÈCE-JOINTE 2 DE LA PARTIE 5**PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI –
ATTESTATION**

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (JJ/MM/AAAA) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada;

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

N° de l'invitation – Solicitation No. N° de la modif. – Amd. No.

K2BE-240550/B

Org

Id de l'acheteur – Buyer ID

047MC

N° de réf. du client – Client Ref. No.

N° du dossier – File No.

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

K2BE-240550

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

Page volontairement laissée sans contenu.

N° de l'invitation – Solicitation No. N° de la modif. – Amd. No.

K2BE-240550/B

Org

Id de l'acheteur – Buyer ID

047MC

N° de réf. du client – Client Ref. No.

N° du dossier – File No.

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

K2BE-240550

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir one (1) Bâtiment en plastique renforcé de fibre de verre (PRFV) de 5.9 à 7 m avec ensemble moteur et remorque conformément à l'énoncé des besoins technique à l'annexe « A ».

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

[2030](#) (2022-12-01), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'à la fin de la période de garantie de 12 mois inclusivement.

7.3.2 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard (*Tel qu'indiqué dans la soumission, insérer les informations du calendrier proposé par le soumissionnaire*) après l'attribution du contrat.

7.4.2 Points de livraison

La livraison des produits livrables sera effectuée aux point de livraison spécifiés à l'annexe « B » du contrat.

7.4 Responsables

7.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Martin Rhéaume, ing.

Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense

Division de la Construction de Petits Navires

Adresse : 11 rue Laurier

Gatineau, Québec

K1A 0S5

N° de l'invitation – Solicitation No. N° de la modif. – Amd. No.

K2BE-240550/B

Org

Id de l'acheteur – Buyer ID

047MC

N° de réf. du client – Client Ref. No.

N° du dossier – File No.

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

K2BE-240550

Courriel : martin.rheaume@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.4.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : (*insérer le nom à l'attribution du contrat*)

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.4.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : (*insérer l'information à l'attribution du contrat*)

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe B, selon un montant total de (____ \$ *insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). DDP Destinations (Incoterms 2000), les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Instruments de paiement électronique

- a. L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants):

[*Liste à mettre à jour dans le contrat subséquent*]

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;

7.5.3 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada; et
- c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.6 Instructions relatives à la facturation

7.6.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

7.6.2 Chaque facture doit être appuyée par:

- a) toutes les informations applicables détaillées dans la section intitulée « Soumission des factures » des conditions générales;
- b) Une description des travaux livrés ; et
- c) une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat.

7.6.3 La facture doit être répartie comme suit.

- a) L'original doit être envoyé à [*pour être mis à jour dans le contrat subséquent*]; et
- b) Une copie doit être transmise à l'autorité contractante.

7.7 Attestations et renseignements supplémentaires

7.7.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.7.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.8 Lois applicables

- 7.8.1 Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.9 Ordre de priorité des documents

- 7.9.1 En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.
- a) les articles de la convention;
 - b) les conditions générales 2030 (2022-12-01), besoins plus complexes de biens;
 - c) l'Annexe « A », Énoncé des besoins techniques;
 - d) l'Annexe « B », Base de paiement;
 - e) l'Annexe « C », Attestation de l'entrepreneur; et
 - f) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).

7.10 Titre de propriété du navire

- 7.10.1 Clause du Guide des CCUA A9047C (2008-05-12) Titre de propriété du navire

7.11 Réunion préalable à la production après l'attribution du contrat

- 7.11.1 Dans les **3 jours ouvrables** suivant la réception du contrat, l'entrepreneur devra communiquer avec le responsable technique pour organiser une réunion préalable à la production. Cette réunion aura lieu à l'usine de l'entrepreneur ou par MS Teams. Les frais relatifs à cette réunion préalable à la production doivent être inclus dans le prix de la soumission.
- 7.11.2 L'ordre du jour de la réunion prévoit une présentation de tous les participants, un examen ligne par ligne des modalités du contrat et la détermination de tout problème contractuel potentiel.
- 7.11.3 L'entrepreneur doit préparer et distribuer, si nécessaire, le compte rendu de la réunion dans les cinq (5) jours calendaires suivant la clôture de la réunion. À la suite de tout commentaire du Canada, l'entrepreneur doit réviser le compte rendu comme il se doit.
- 7.11.4 Veuillez noter que le Canada assumera les dépenses de voyage et de subsistance des employés du gouvernement.

7.12 Clauses du Guide des CCUA

A3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien
 A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
 B9028C (2007-05-25), Accès aux installations et à l'équipement
 D0018C (2007-11-30), Livraison et déchargement
 D2000C (2007-11-30), Marquage
 D2001C (2007-11-30), Étiquetage
 D3010C (2016-01-28), Livraison de marchandises dangereuses/produits dangereux
 D3015C (2014-09-25), Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage
 D6010C (2007-11-30), Palettisation
 D9002C (2007-11-30), Ensembles incomplets

7.13 Paiement des carburants, des huiles et des lubrifiants

7.13.1 L'entrepreneur doit fournir et payer tout le carburant, les huiles et les lubrifiants hydrauliques et les autres lubrifiants nécessaires pour charger complètement tous les systèmes requis pour faire fonctionner la machinerie et les autres équipements et pour effectuer tous les essais et toutes les épreuves.

7.14 Services de génie et de surveillance sur le terrain

7.14.1 Si des représentants des services sur le terrain ou des services de surveillance sont requis dans le cadre des travaux, le coût de ces services sera compris dans le prix des travaux.

7.15 Acceptation

7.15.1 L'acceptation provisoire du bateau par le Canada doit s'effectuer au moment de la signature du formulaire PWGSC 1105 et après l'achèvement satisfaisant du bateau et de tous les tests requis. La signature du certificat ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations contractuelles.

7.15.2 Il est entendu et convenu que lorsque les travaux seront essentiellement achevés et que les parties se seront entendues sur les modalités selon lesquelles l'entrepreneur devra corriger toutes les lacunes, le certificat visé ci-dessus pourra être signé et une déclaration pourra y être jointe pour confirmer que l'entrepreneur a corrigé ces lacunes.

7.15.3 L'acceptation finale du bateau doit se faire par le Canada à la fin de la période de garantie de 12 mois et lorsque tous les comptes dans le contrat seront soldés.

7.16 Exigences en matière d'assurance - aucune exigence particulière

7.16.1 L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

7.17 Règlement des différends

7.17.1 Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.

7.17.2 Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.

N° de l'invitation – Sollicitation No. N° de la modif. – Amd. No.

K2BE-240550/B

N° de réf. du client – Client Ref. No.

K2BE-240550

Org

N° du dossier – File No.

Id de l'acheteur – Buyer ID

047MC

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'APPLICATION DE LA LOI

Annexe A

**Énoncé des besoins techniques – Contrat K2B79-240550,
bateau de 5,9-7 m en plastique renforcé de fibres de verre (GRP) avec ensemble
moteur et remorque.**

Daté du 24 janvier 2024

ABRÉVIATIONS

MFE	Matériel fourni par l'entrepreneur
LMMC	Loi sur la marine marchande du Canada
C.C.	Courant continu
GPS	Système mondial de positionnement
GRP	Plastique renforcé de fibres de verre (GRP)
AT	Autorité technique (comme définie par le contrat)
SMTC	Sécurité maritime de Transports Canada
EBT	Énoncé des besoins techniques
UV	Ultraviolet
VHF	Très haute fréquence

LISTE DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

RÉFÉRENCE	TITRE
TP 1332	Normes de construction pour les petits bâtiments
RPB	Règlement sur les petits bâtiments DORS/2010-91

1.0 APERÇU

1.1 GÉNÉRALITÉS

- 1.1.1** Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) achète, gère et exploite de nombreux petits bateaux pour soutenir ses programmes ministériels et d'autres missions.
- 1.1.2** Le rôle principal de ce bateau sera la conservation et la protection des oiseaux migrateurs. Il sera basé à Corner Brook (Terre-Neuve) et opérera près des eaux côtières autour de la Terre-Neuve insulaire.
- 1.1.3** Les rôles secondaires consisteront à remplir d'autres fonctions de la Direction générale de l'application de la loi d'ECCC lors de l'application de la législation d'ECCC.
- 1.1.4** Ce petit bateau sera basé à terre et sera mis à l'eau et récupéré à l'aide d'une remorque.

1.2 EXIGENCE

- 1.2.1** L'entrepreneur doit fournir un bateau en plastique renforcé de fibres de verre (GRP) muni de deux consoles fermées, d'un ensemble moteur et d'une remorque se basant sur la publication actuelle sur la sécurité maritime de la Direction générale sur la sécurité maritime de Transports Canada (TCMSB) intitulée TP 1332, « Normes de construction pour les petits bâtiments » (ici appelée TP 1332 de TCMSB).
- 1.2.2** Le bateau doit être le modèle le plus récent d'un fabricant qui a démontré son acceptabilité en vendant, en Amérique du Nord, ce type et cette classe de taille de bateau pendant au moins (3) ans.

2.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION

2.1 GÉNÉRALITÉS

- 2.1.1** Sauf indication contraire, les composants, l'équipement et les matériaux doivent être fournis par l'entrepreneur.

2.2 CONCEPTION ERGONOMIQUE

- 2.2.1** Les conditions de fonctionnement dangereuses doivent être évitées en disposant la machinerie et l'équipement de manière sécuritaire.
- 2.2.2** Des protecteurs doivent être fournis pour les dangers de nature électrique, mécanique et thermique auxquels le personnel est exposé.
- 2.2.3** Des protecteurs ou des dispositifs de recouvrement doivent être fournis pour les commandes susceptibles d'être actionnées accidentellement par contact du personnel.
- 2.2.4** Le bateau doit pouvoir accueillir un équipage masculin et féminin d'une taille comprise entre 153 cm et 194 cm environ portant des vêtements d'hiver lourds.
- 2.2.5** Le bateau doit permettre d'asseoir au moins six personnes. Les facteurs d'ergonomie pris en compte dans la conception doivent inclure

l'accessibilité, la visibilité, la lisibilité, le confort et l'efficacité de l'équipage.

- 2.2.6** L'équipement doit être accessible pour utilisation, inspection, nettoyage et maintenance.

2.3 VIBRATIONS

- 2.3.1** Le bateau et tous ses composants doivent être exempts de vibrations locales susceptibles de mettre en danger le personnel, d'endommager la structure, la machinerie ou les systèmes, ou de gêner le fonctionnement et la maintenance de la machinerie et des systèmes.
- 2.3.2** Les supports des composants mobiles, y compris les articles déplacés pour entreposage, remorquage ou transport, doivent être pourvus de l'équipement nécessaire pour éviter les cliquetis.
- 2.3.3** Le desserrage des dispositifs de fixation sous l'effet des vibrations doit être empêché à l'aide de dispositifs de fixation autobloquants.

2.4 RÉSISTANCE STRUCTURELLE

- 2.4.1** Les structures et les composants (coque, pont, sièges, etc.) doivent être suffisamment résistants pour supporter en « charge » (comme définie au paragraphe 4.1.4) la charge dynamique latérale et verticale équivalant aux conditions des exigences opérationnelles.

2.5 MISE À L'EAU

- 2.5.1** Le bateau doit être mis à l'eau, récupéré et transporté par remorque routière par une équipe d'au moins deux personnes.
- 2.5.2** Le bateau doit être équipé de trois (3) points de levage (deux (2) points au tableau et un (1) point à la proue) pouvant être reliés à un système de levage en un point.

2.6 COQUE

- 2.6.1** La coque doit être en plastique renforcé de fibres de verre.
- 2.6.2** Les matériaux utilisés pour la construction de la coque doivent être ignifuges ou incombustibles.
- 2.6.3** Le pont et la coque doivent être faits de matériaux similaires.

2.7 PONT

- 2.7.1** Le pont doit être autodrainant.
- 2.7.2** Le pont doit avoir une surface antidérapante.

2.8 DISPOSITIFS D'ARRIMAGE

- 2.8.1** Des dispositifs d'arrimage de pont en acier inoxydable doivent être installés sur le pont avant pour arrimer la cargaison.

2.9 ENTREPOSAGE

- 2.9.1** L'entrepreneur doit fournir au moins quatre (4) compartiments étanches pour l'entreposage sécuritaire de l'équipement, de l'ancre, de la corde, des pagaies, de la trousse de premiers soins, des fusées éclairantes, etc.

- 2.9.2** Des compartiments étanches doivent être fournis pour permettre un entreposage sûr, sécuritaire (couverture verrouillée pour garder les articles à l'intérieur pendant le déplacement) et accessible de l'équipement.
- 2.10 PATIN D'ÉCHOUAGE**
- 2.10.1** Un patin de protection à haute densité en acier inoxydable ou en matériau composite doit être installé sur la quille pour la protéger contre les dommages dus aux échouages ou contre les dangers similaires.
- 2.10.2** Ce patin ne doit pas nuire aux performances ou à la tenue de houles et doit pouvoir résister à la charge dynamique horizontale et verticale associée aux exigences opérationnelles du bateau. (Voir la section 3.1.2 Performances opérationnelles – Échouage).
- 2.11 REMORQUAGE**
- 2.11.1** Un anneau d'étrave ou un boulon en U doit être incorporé à la poupe et convenir au remorquage du bateau à une vitesse de cinq (5) nœuds en eaux calmes en charge normale sur une quille égale sans endommager le bateau ou provoquer une usure par frottement excessive de la ligne de remorquage.
- 2.11.2** L'anneau d'étrave doit convenir aux remorquages.
- 2.12 NORMES**
- 2.13 MATÉRIAUX**
- 2.13.1** Tous les matériaux doivent être inoxydables.
- 2.13.2** Tous les matériaux doivent pouvoir être utilisés dans un environnement d'eau salée.
- 2.13.3** Tous les matériaux normalement soumis à la lumière du soleil doivent résister à la dégradation causée par les rayons ultraviolets.
- 2.13.4** L'intérieur doit être entièrement moulé.
- 2.13.5** La construction doit être exempte de bois.
- 2.13.6** Lorsque des raccords flexibles sont nécessaires pour les circuits de direction et carburant, un tuyau adéquat avec raccords réutilisables, détachables et sertis de façon permanente doit être utilisé.
- 2.14 DISPOSITIF DE FIXATION**
- 2.14.1** Tous les dispositifs de fixation doivent être inoxydables.
- 2.14.2** Les pièces et dispositifs de fixation cadmiés, y compris les rondelles, ne doivent pas être utilisés.
- 2.14.3** La fixation directe d'alliages contenant du cuivre à l'aluminium n'est pas autorisée, sauf pour une sangle de liaison électrique.
- 2.14.4** Aucun dispositif de fixation ne doit être directement fileté dans le GRP. Des rondelles ou des plaques d'appui en aluminium ou en acier inoxydable doivent être utilisées.

2.14.5 Les dispositifs de fixation dans les zones de circulation du pont doivent être encastrés pour éliminer les risques de trébuchement et d'accrochage.

2.14.6 La partie centrale interne exposée des pénétrations en GRP doit être protégée ou recouverte pour empêcher sa détérioration ou sa délamination.

3.0 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

3.1.1 GÉNÉRALITÉS

3.1.1.1 Le bateau doit atteindre une vitesse d'au moins 30 nœuds.

3.1.2 ÉCHOUAGE

3.1.2.1 Le bateau doit pouvoir s'échouer sur des surfaces molles (sable, terre ou argile) sans que sa coque ne soit endommagée.

3.1.2.2 Le bateau doit pouvoir s'échouer sur des surfaces dures (pierre ou béton) sans que sa coque ne soit endommagée.

3.2 CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES

3.2.1 Le bateau doit être utilisé de jour comme de nuit dans les conditions suivantes :

3.2.1.1 Température moyenne de l'air ambiant : de -20 °C à +30 °C;

3.2.1.2 Température moyenne de l'eau : de 0 °C à +20 °C;

3.2.1.3 Il est nécessaire de pouvoir naviguer de manière sécuritaire dans des eaux infestées de glace (quelques dommages mineurs à chaque bateau n'affectant pas la stabilité ou la flottabilité sont acceptables).

3.3 MISE À L'EAU, RÉCUPÉRATION ET TRANSPORT

3.3.1 Le bateau doit être facilement transportable par route sur une remorque.

3.3.2 Le bateau doit être mis à l'eau et récupéré à l'aide de la remorque aux rampes de mise à l'eau.

4.0 CARACTÉRISTIQUES DU BATEAU

4.1.1 Longueur hors tout – doit être comprise entre 5,9 m et 7 m.

4.1.2 Largeur hors tout – doit être comprise entre 2,2 m et 2,6 m.

4.1.3 Doit avoir une coque en V profond avec une proue à dévers.

4.1.4 Conditions de chargement normales :

4.1.4.1 Doit être capable de transporter au moins 1 130 kg, y compris les personnes, le moteur et l'équipement.

4.1.4.2 Doit avoir la flottabilité requise par la Garde côtière canadienne.

4.1.5 Doit être équipé d'un réservoir à carburant en plastique ou en composite d'au moins 55 gal.

4.1.6 Matériau de la coque – doit être du plastique renforcé de fibres de verre (GRP).

- 4.1.7** Style du bateau – Doit avoir un intérieur entièrement moulé avec deux consoles fermées et une construction sans bois.

5.0 CONFIGURATION DU BATEAU

5.1.1 CONSOLES

- 5.1.1.1** Le bateau doit être muni de deux consoles fermées.
- 5.1.1.2** La disposition des consoles doit tenir compte de considérations ergonomiques et permettre de voir toutes les commandes et tous les instruments critiques et d’y accéder facilement.

5.1.2 EXIGENCES CONCERNANT LES CONSOLES

- 5.1.2.1** Les deux consoles fermées doivent permettre d’asseoir deux (2) personnes.
- 5.1.2.2** Le pare-brise doit entourer les deux consoles.
- 5.1.2.3** Le pare-brise doit prévoir un passage au centre des consoles pour permettre au personnel de se rendre en toute sécurité sur la proue.

5.1.3 INSTRUMENTATION DE CONSOLE

- 5.1.3.1** La console de l’opérateur doit être munie des jauges appropriées recommandées par le fabricant du circuit de propulsion.

6.0 ÉQUIPEMENT DE SAUVETAGE ET D’URGENCE

- 6.1.1** L’entrepreneur doit fournir les articles suivants comme requis par le RPB de Transports Canada :

- 6.1.1.1** Une lampe de poche résistante à l’eau.
- 6.1.1.2** Deux (2) pagaies en bois.
- 6.1.1.3** Un extincteur (classe 5BC, type marin) avec support de montage installé.
- 6.1.1.4** Ancre avec au moins 15 mètres de corde incluant 1 à 2 mètres de chaîne.
- 6.1.1.5** Corde et ancre flottante.
- 6.1.1.6** Quatre (4) ailes.
- 6.1.1.7** Trousse de premiers soins marine.
- 6.1.1.8** Appareil ou dispositif de signalisation sonore.
- 6.1.1.9** Ligne d’attrape flottante d’au moins 15 mètres.
- 6.1.1.10** Réflecteur radar.
- 6.1.1.11** Six (6) signaux de détresse pyrotechniques autres que des signaux fumigènes.
- 6.1.1.12** Dispositif de remontée à bord.
- 6.1.1.13** Bouée de sauvetage attachée à une ligne flottante d’au moins 15 m de long.
- 6.1.1.14** Feux de navigation.

7.0 SYSTÈMES Généralités

7.1 PROPULSION

7.1.1 MOTEURS

- 7.1.1.1** Le moteur hors-bord doit être un (1) seul moteur hors-bord à essence de 200 HP (quatre temps).
- 7.1.1.2** Le moteur hors-bord de secours doit être un (1) moteur hors-bord à essence de 9,9 HP (quatre temps).
 - 7.1.1.2.1** Le moteur de secours doit être de la même marque et avoir le même raccord carburant que le moteur de 200 HP principal.
 - 7.1.1.2.2** Le moteur de secours doit être installé sur le bateau conformément aux recommandations du fabricant pour un moteur de secours.
- 7.1.1.3** L'entrepreneur doit fournir, installer les moteurs et installer les commandes pour le moteur de 200 HP principal sur le bateau.
- 7.1.1.4** Le moteur doit être installé, monté et utilisé conformément aux recommandations du fabricant.
- 7.1.1.5** L'ensemble moteur doit utiliser uniquement l'équipement approuvé par le fabricant. Il est interdit d'utiliser de l'équipement et des composants ou de procéder à des essais sur les moteurs s'ils annuleraient de quelque manière que ce soit les garanties du fabricant du moteur.

7.2 HÉLICES

- 7.2.1** Les hélices en acier inoxydable doivent être de la bonne taille, et elles doivent être installées par l'entrepreneur pour les moteurs hors-bord de 200 HP et de 9,9 HP.
- 7.2.2** Le bateau doit être livré avec une (1) hélice de secours en acier inoxydable pour chaque moteur hors-bord.
- 7.2.3** L'entrepreneur doit aviser l'autorité technique du pas et du diamètre appropriés pour répondre aux exigences de rendement comme déterminé par l'entrepreneur par le biais de sa vérification de conception développée.
- 7.2.4** Les hélices doivent être en acier inoxydable.

7.3 COMMANDES

- 7.3.1** Les commandes du système de contrôle de la propulsion pour un moteur de 200 HP unique doivent être situées du côté tribord de la console de timonerie.
- 7.3.2** Les commandes doivent être conformes aux recommandations du fabricant du moteur et ne doivent pas interférer avec les autres commandes.

- 7.3.3** L'ensemble moteur doit comporter un dispositif d'arrêt automatique de type lanière (interrupteur d'arrêt) pour le moteur principal, à monter près du commutateur d'allumage.

7.4 ALARMES

- 7.4.1** Le système de surveillance du moteur unique de 200 HP doit comprendre les alarmes suivantes : jauge de niveau d'huile, débit du liquide de refroidissement et surchauffe moteur ou température élevée conformément aux exigences du fabricant du moteur.

7.5 VÉRIFICATION DE L'INSTALLATION

- 7.5.1** L'installation du moteur de 200 HP, des commandes, des circuits de lubrification et carburant, des manomètres et des connexions de batterie doit être vérifiée par un technicien autorisé. Le moteur doit être démarré par le technicien autorisé, qui doit fournir un rapport écrit avec un exemplaire pour l'autorité technique.
- 7.5.2** L'installation du moteur de 9,9 HP et du support de moteur de secours approuvé doit être vérifiée par un technicien autorisé. Le moteur doit être démarré par le technicien autorisé, qui doit fournir un rapport écrit avec un exemplaire pour l'autorité technique.
- 7.5.3** L'entrepreneur doit respecter les procédures de rodage du fabricant du moteur.

7.6 PROTECTION DES COMMANDES

- 7.6.1** Tous les câbles de commande, les fils électriques pour le moteur et les tuyaux hydrauliques de la direction doivent être installés dans des tuyaux de plastique résistant aux UV (gaine). Ces tuyaux doivent être installés de manière à ce qu'aucun câble ne soit immergé dans l'eau.

7.7 DIRECTION

- 7.7.1** Les circuits de direction doivent être hydrauliques, commandés à distance, à réservoir à huile autonome, à joints remplaçables sur les béliers et comporter un maximum de 4,0 tours d'une butée à l'autre.
- 7.7.2** Les circuits de propulsion peuvent avoir leurs propres exigences pour la direction qui doivent être respectées.
- 7.7.3** Les tuyaux hydrauliques de la direction doivent être acheminés de manière à être protégés des dommages physiques et à ne pas présenter de points de pincement ou d'usure par frottement.
- 7.7.4** Les tuyaux hydrauliques doivent être d'une taille et d'une longueur suffisantes pour empêcher les pulsations. Les tuyaux doivent pouvoir être utilisés dans un environnement marin exposé et être munis de raccords en acier inoxydable.

- 7.7.5** La connexion entre le gouvernail et la console doit être robuste pour éliminer les mouvements avant et arrière ou latéraux du mécanisme gouvernail/arbre de direction.
- 7.7.6** Le gouvernail doit être en acier inoxydable et peut être recouvert de caoutchouc ou de plastique.
- 7.7.7** Le gouvernail doit être suffisamment rigide pour ne pas fléchir en eaux agitées.
- 7.7.8** Le gouvernail doit être recouvert pour offrir une surface antidérapante confortable à laquelle l'opérateur pourra s'agripper.

7.8 CIRCUIT CARBURANT

- 7.8.1** Le bateau doit comprendre ce qui suit.
 - 7.8.1.1** Les circuits carburant complets doivent être fournis, installés, étiquetés et testés conformément à la section 7 de TP 1332 de TCMSB.
 - 7.8.1.2** Le circuit carburant doit comprendre un (1) filtre/séparateur d'eau convenant à l'alimentation en carburant du moteur hors-bord à essence unique.
 - 7.8.1.3** Tous les robinets d'alimentation en carburant doivent être faciles d'accès et étiquetés conformément à TP 1332 de TCMSB.
 - 7.8.1.4** Les robinets d'arrêt de l'alimentation en carburant à distance doivent être installés conformément à TP 1332, à distance des réservoirs à carburant et des compartiments moteurs. Ils doivent être étiquetés conformément aux exigences de TP 1332 de TCMSB.
 - 7.8.1.5** Tous les réservoirs à carburant doivent être équipés d'un robinet anti-siphon installé sur chaque aspiration.
 - 7.8.1.6** Les tuyaux de mise à l'air libre des réservoirs à carburant doivent être équipés d'un clapet de non-retour.

7.9 CIRCUIT ÉLECTRIQUE

- 7.9.1** Le circuit électrique doit être conforme aux normes TP 1332 de TCMSB.
- 7.9.2** Le circuit électrique doit être étanche, facile d'accès et comporter un panneau de disjoncteurs étanche.
- 7.9.3** Un système de distribution de douze volts courant continu (12 V c.c.) doit être fourni pour démarrer le moteur et alimenter les charges de service du bateau, y compris :
 - 7.9.3.1** Feux de navigation
 - 7.9.3.2** Éclairage extérieur
 - 7.9.3.3** Équipement de navigation
 - 7.9.3.4** Instrumentation
 - 7.9.3.5** Pompes de cale
 - 7.9.3.6** Électronique

7.9.3.7 Communications.

7.9.4 Au moins deux (2) prises de courant de 12 V de qualité marine doivent être placées de manière appropriée dans tout le bateau. Au moins une (1) prise de courant de 12 V doit être installée sur la console de l'opérateur ou près de celle-ci.

7.9.5 Batteries, interrupteurs et chargeur :

7.9.5.1 Le bateau doit être équipé de batteries à cycle profond avec un sélecteur. Le branchement doit être conforme aux spécifications techniques du fabricant du moteur. Au moins 1 batterie à cycle profond.

7.9.5.2 La batterie doit être de qualité marine, à tapis de verre ou à gel et sans entretien pour éliminer les fuites. Elle doit produire au moins 1 000 ampères au démarrage (cycle profond).

7.9.5.3 Le compartiment pour les batteries doit être étanche et équipé d'un dispositif approprié d'évacuation des gaz.

7.9.6 Éclairage

7.9.6.1 L'éclairage de navigation doit être conforme au Règlement sur les abordages de la LMMC.

7.9.7 Arceau radar

7.9.7.1 Le bateau doit être équipé d'un arceau radar installé au-dessus des deux consoles.

7.9.7.2 L'arceau doit être construit de manière à ce que les antennes, les lumières et les autres accessoires puissent être montés avec un effort minimal.

7.9.7.3 Tous les trous permettant de faire passer des câbles doivent être rendus étanches à l'aide de presse-étoupes étanches approuvés par TCMSB.

7.10 ÉQUIPEMENT ÉLECTRONIQUE ET DE NAVIGATION

7.10.1 L'entrepreneur doit fournir et installer les appareils électroniques suivants :

7.10.1.1 Toutes les antennes doivent être montées sur l'arceau radar avec des connexions rabattables pour les déplacements sur route.

7.10.1.2 Un GPS semblable ou équivalent à l'ECHOMAP UHD 94sv de 9 po avec transducteur, carte bleue, carte de stockage et antenne.

7.10.1.3 Un GPS portable Garmin 276Cx ou l'équivalent, avec support de chargement.

7.10.1.4 Une radio marine VHF à support fixe et résistante à l'eau avec antenne compatible.

7.10.1.5 Un compas à lecture directe (Ritchie SS-5000W ou l'équivalent) avec lumière. Dans la console de l'opérateur. Éclairage non blanc

(rouge ou vert) connecté au circuit électrique de 12 V c.c. Le circuit doit être fourni avec son propre gradateur étanche de qualité marine. Le compas doit être réglable pour tenir compte de la déviation.

8.0 CIRCUITS DE CALE ET DRAINAGE

- 8.1** Une pompe de cale électrique doit être placée de manière à aspirer le liquide à partir du point le plus bas de la coque. La tuyauterie doit permettre à la pompe de se décharger directement par-dessus bord.
- 8.2** Une commande automatique doit être installée qui met en marche la pompe lorsqu'il y a de l'eau dans la cale.
- 8.3** L'interrupteur de commande de la pompe doit être situé sur la console de l'opérateur et comporter les réglages ON (marche), OFF (arrêt) et Automatic (automatique).
- 8.4** Une alarme sonore et un voyant indicateur qui s'allume lorsque la pompe fonctionne doivent être installés à la console.
- 8.5** La ou les pompes de cale doivent être branchées directement à la batterie de manière à être constamment actives conformément aux exigences de TP 1332 de TCMSB.
- 8.6** Drainage de la coque – un bouchon fileté de galbord en bronze marin doit être fourni au point le plus bas pour drainer la coque lorsqu'elle est hors de l'eau.
- 8.7** Les robinets et les poignées doivent être en bronze ou en acier inoxydable et être faciles d'accès pour l'utilisation, la maintenance ou la dépose.

9.0 PEINTURE

9.1 GÉNÉRALITÉS

- 9.1.1** La couleur standard de la coque doit être le blanc ou le blanc cassé.
- 9.1.2** La couleur standard du pont et de la console du bateau doit être le blanc ou le blanc cassé.
- 9.1.3** L'entrepreneur doit s'assurer que l'aluminium exposé non peint est exempt de défauts cosmétiques, y compris les marques de construction, les rayures, les rainures et les taches.

10.0 TESTS ET ESSAIS

10.1 TESTS – GÉNÉRALITÉS

- 10.1.1** L'entrepreneur doit inspecter et tester les éléments ci-après, au minimum, pour s'assurer qu'ils sont conformes aux exigences du contrat et fonctionnent adéquatement (« fonctionnement adéquat » signifie qu'il est possible de démarrer, d'utiliser et de brancher l'équipement et de démontrer qu'il fonctionne normalement, le cas échéant). Les anomalies doivent être corrigées avant la livraison. Les inspections et tests requis sont des minimums et ne sont pas destinés à compléter les contrôles,

examens, inspections ou tests normalement utilisés par l'entrepreneur pour assurer la qualité du bateau :

10.1.1.1 Poids

10.1.1.2 Qualité de construction

10.1.1.3 Stabilité

10.1.1.4 Moteur de propulsion. Y compris démarrage

10.1.1.5 Commandes de propulsion

10.1.1.6 Direction

10.1.1.7 Circuit carburant

10.1.1.8 Circuit électrique

10.1.1.9 Électronique

10.1.2 L'entrepreneur doit effectuer au moins un essai en mer pour s'assurer que le bateau répond à toutes les exigences des Normes de construction pour les petits bâtiments de Transports Canada.

10.1.2.1 L'entrepreneur doit permettre à deux (2) représentants du gouvernement du Canada de participer à cet essai en mer.

10.1.2.2 L'entrepreneur doit aviser l'autorité technique au moins quatre semaines avant l'essai en mer.

10.1.2.3 Les résultats de l'essai doivent être fournis au moins deux semaines avant la livraison à l'autorité technique.

11.0 DOCUMENTATION

11.1 GÉNÉRALITÉS

11.1.1 Toute la documentation doit être fournie en anglais.

11.2 PLAQUE DU CONSTRUCTEUR

11.2.1 Une plaque du constructeur ou un avis de conformité conformément à la section 801 du Règlement sur les petits bâtiments (DORS/2010-91) ([Règlement sur les petits bâtiments \(justice.gc.ca\)](http://www.justice.gc.ca)) doit être apposé sur le bateau à un endroit facilement visible (p. ex., pour un bateau, au droit du poste de barre).

11.2.1.1 La plaque doit être faite d'un matériau résistant aux conditions climatiques compatible avec ce à quoi elle est fixée.

11.2.1.2 Les dimensions de la plaque ne doivent pas être inférieures à 200 mm x 125 mm.

11.2.1.3 La plaque doit contenir l'information suivante conformément à la section 802 du Règlement sur les petits bâtiments (DORS/2010-91), gravée de façon permanente :

11.2.1.3.1 Concepteur/architecte naval

11.2.1.3.2 Constructeur

11.2.1.3.3 Numéro de coque

11.2.1.3.4 Année de construction

11.2.1.3.5 Poids en lège en kilogrammes

11.3 PUBLICATIONS TECHNIQUES

11.3.1 Toutes les publications techniques doivent être fournies à l'autorité technique.

12.0 REMORQUE

12.1 L'entrepreneur doit fournir une remorque à un essieu, ou à deux essieux si une remorque à un essieu n'est pas disponible, adaptée au bateau et dont la capacité est supérieure d'au moins 10 % à « la charge normale » prévue (comme définie au paragraphe 4.1.4) du bateau.

12.2 La remorque doit être le modèle le plus récent d'un fabricant qui a démontré son acceptabilité en vendant, en Amérique du Nord, ce type et cette classe de taille de remorque pendant au moins (3) ans.

12.3 La remorque doit être équipée d'un circuit électrique de 12 volts.

12.3.1 La remorque doit être équipée de réflecteurs et de feux de 12 volts extérieurs conformément aux NSVAC.

12.4 L'entrepreneur doit consigner l'information sur l'immatriculation et la vente de la remorque et fournir cette information dans le manuel de chaque bateau. La remorque doit être certifiée conforme aux exigences commerciales conformément à la réglementation du ministère des Transports pour le remorquage du bateau et être construite et équipée comme suit :

12.4.1 Poutres galvanisées ou en aluminium pour le châssis

12.4.2 Essieu(x) de torsion Dura-Flex galvanisé(s) ou l'équivalent

12.4.3 Pneus de 10 plis

12.4.4 Cric à deux roues d'une capacité d'au moins 680 kg

12.4.5 Roulements de roue graissables

12.4.6 Dispositifs de fixation en acier inoxydable

12.4.7 Ailes-marches/roue

12.4.8 Rouleaux en polymère UHMW assemblés en V – au moins 24 roues dandinantes non marquantes en caoutchouc

12.4.9 Deux pneus de secours avec support en aluminium

12.4.10 Treuil en aluminium monté sur poteau de flèche de remorque d'une capacité d'au moins 1134 kg; doit comprendre un câble (sangle non acceptable)

12.4.11 Lumières de type DEL (câblage et lumières de qualité commerciale NMMA)

12.4.12 Points de fixation à anneau en D

12.4.13 Butée de proue galvanisée

12.4.14 L'essieu doit avoir une capacité de 1588 kg – 2268 kg

12.4.15 Système de rinçage des freins/du châssis.

13.0 **EXPÉDITION ET LIVRAISON**

13.1 Avant la livraison, le bateau doit être fixé sur la remorque, nettoyé et préservé. La cale doit être sèche et exempte d'huile et de débris, et les réservoirs à carburant doivent être pleins et contenir du stabilisateur de carburant.

13.2 L'entrepreneur doit aviser l'autorité technique de la date de livraison prévue avant l'expédition.

APPENDICE A

Ensemble de données final

L'ensemble de données final comme défini à l'appendice A doit être livré avec le bateau.

1.0 Manuels exhaustifs du propriétaire/de l'opérateur

1.1 **L'entrepreneur doit fournir** deux (2) exemplaires imprimés complets et deux (2) exemplaires sur clé USB complets de tous les manuels.

1.2 Le manuel électronique ne doit pas nécessiter d'installation, de mot de passe ou de connexion internet pour être accessible, et doit être un PDF déverrouillé en format permettant les recherches.

1.3 Contenu

1.3.1 Les manuels doivent fournir une description physique et fonctionnelle du bateau, de sa machinerie et de son équipement. Ils doivent inclure au moins les deux (2) sections suivantes, comme suit :

1.3.1.1 Information générale

1.3.1.2 Information technique

1.4 SECTION SUR L'INFORMATION GÉNÉRALE

1.4.1 La Section sur l'information générale doit comprendre une description de la disposition et de la fonction des structures, systèmes, raccords et accessoires qui composent le bateau, avec des illustrations si cela s'avère approprié :

1.4.1.1 Procédures de fonctionnement

1.4.1.2 Caractéristiques de fonctionnement de base (comme les températures, les pressions, les débits)

1.4.1.3 Dessins et critères d'installation, instructions de montage et de démontage avec illustrations exhaustives montrant chaque étape

1.4.1.4 Maintenance planifiée recommandée

1.4.1.5 Procédures de dépannage complètes.

1.5 SECTION SUR L'INFORMATION TECHNIQUE

1.5.1 La Section sur l'information technique doit comprendre un ensemble complet d'instructions détaillées à l'intention du propriétaire et de l'opérateur, de dessins, de listes de pièces et de données supplémentaires pour tous les composants du bateau (qu'ils soient acquis auprès de sources externes ou fabriqués sur mesure).

1.5.2 Doit inclure un dessin du circuit d'alimentation en carburant et du système de propulsion;

- 1.5.3 Doit inclure un dessin de l'alimentation électrique et des fonctions du bateau.
- 1.5.4 Doit inclure les certificats d'acceptation et les feuilles ou certificats de conformité fournis avec l'équipement, c.-à-d. appareils de sauvetage, appareils de levage, rapports d'essai de moteur, certificats d'étalonnage, certificats des feux de navigation, certificats de matériel d'extinction d'incendie, feuilles d'évaluation de mousse de flottaison, etc.
- 1.5.5 Doit inclure l'électronique, y compris les numéros de modèle et de série.
- 1.5.6 Doit inclure la documentation sur la réglementation et la stabilité, comme requis par TP 1332.

2.0 DOCUMENTATION SUPPLÉMENTAIRE

2.1 La documentation supplémentaire suivante doit être fournie :

- 2.1.1 Inscription au Programme de conformité des petits bâtiments (PCPB) :
[Programme de conformité des petits bâtiments \(canada.ca\);](https://www.canada.ca/fr/programmes-de-conformite-des-petits-batiments/)
- 2.1.2 Deux (2) actes de vente, un (1) pour le bateau et un (1) pour la remorque.
- 2.1.3 Un certificat d'immatriculation de véhicule à moteur pour la province de Terre-Neuve valide, pour la remorque;
- 2.1.4 Toutes les feuilles de contrôle d'essai créées et remplies par le constructeur.

Public Works and Government Services Canada

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Marine Branch

Direction de la Marine

File no.

Contract serial no.

Name of Vessel

CONTRACTOR'S CERTIFICATION

hereby certifies it has constructed and completed the above vessel in accordance with the approved Specifications and Amendments to same with exception of those items still outstanding and listed on the attached Appendices _____ . These outstanding items will be completed in accordance with the specifications and contractual requirements without delay. This vessel is now handed over to the Department of Public Works and Government Services representatives at:

Place

Time

Date

Signature

Title

INSPECTION AUTHORITY'S CERTIFICATION

hereby certifies that the above vessel has been constructed and is complete and properly fitted in all respects in accordance with the relevant Specifications and Amendments to same, subject to those exceptions listed on the Appendices (attached).

Signature

Title

Date

DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES ACCEPTANCE

The above vessel is hereby accepted subject and pursuant to the terms and conditions of Contract Serial No. _____ , entered into on _____ by Her Majesty the Queen in right of Canada and represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada. This delivery and acceptance of the vessel is made without prejudice to the rights of Her Majesty in right of Canada and the liabilities of the Contractor under this Contract.

Without restricting the generality of the foregoing, the Contractor hereby agrees to complete any items still outstanding as listed on the attached Appendices.

Signature

Title

Date

OWNER ACCEPTANCE

In accordance with the foregoing and on behalf of the Minister of _____ , I hereby accept delivery of the above vessel from the Department of Public Works and Government Services.

Signature

Title

Date

Direction de la Marine

Marine Branch

N° de dossier	N° de série du contrat
---------------	------------------------

Nom du navire

ATTESTATION DE L'ENTREPRENEUR

soussigné, atteste par les présentes avoir construit et achevé le navire susmentionné conformément aux spécifications approuvées et aux modifications y afférent, sauf pour ce qui est des articles manquants lesquels sont énumérés dans les appendices ci-joints . Ces articles seront achevés dans les plus brefs délais en conformité des spécifications et des modalités du contrat. Ce navire est maintenant livré aux représentants du ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux à :

Lieu	Heure	Date
Signature	Titre	

ATTESTATION DE L'AUTORITÉ D'INSPECTION

soussigné, atteste par les présentes que le navire susmentionné a été construit et achevé et est équipé comme il se doit, à tous les égards, conformément aux spécifications pertinentes et à leurs modifications, sauf pour ce qui est des exceptions énumérées dans les appendices ci-joints.

Signature	Titre	Date
-----------	-------	------

ACCEPTATION DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Le navire susmentionné est par les présentes accepté, compte-tenu et en application des clauses et conditions du contrat portant le numéro de série , passé le par Sa Majesté la Reine du Chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics et services gouvernementaux Canada. La présente livraison et l'acceptation du navire ne sauraient modifier en rien les droits de Sa Majesté la Reine du Chef du Canada ni les engagements de l'Entrepreneur à l'égard du présent contrat.

Sans restreindre le caractère général de ce qui précède, l'Entrepreneur convient par les présentes d'achever tous les articles manquants énumérés dans les appendices ci-joints.

Signature	Titre	Date
-----------	-------	------

ACCEPTATION DU PROPRIÉTAIRE

Conformément à ce qui précède, et au nom du ministre de j'accepte,
par les présentes, la livraison, par le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, du navire susmentionné.

Signature	Titre	Date
-----------	-------	------